

Mobilisation à Paris pour la Journée mondiale de l'océan

Publié le : Samedi 08 Juin 2019 - 18:15

Mise à jour : Samedi 08 Juin 2019 - 21:20



Des danseurs ouvrent un défilé à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan, à Paris le 8 juin 2019

© GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Du bleu, des chapeaux poulpes et des masques crabes: à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan, plusieurs centaines de manifestants ont défilé samedi à Paris pour exiger un changement radical de politique environnementale.

"Nous voulons mettre l'océan au coeur de la réflexion climat, de la réflexion biodiversité et pollution", a expliqué à l'AFP Antidia Citores de l'ONG Surfrider Fondation Europe.

Cette petite "vague bleue", de la couleur des tee-shirts portés par les manifestants, a rassemblé entre 1.000 et 2.000 personnes selon les organisateurs, 450 selon la police. Une vingtaine d'associations étaient mobilisées autour de Surfrider, dont WWF France, la Fondation Tara Océan, France Nature Environnement, Greenpeace Paris, Sea Sheperd Paris...

Des baleines peintes sur les joues, des cétacés en peluche ou des ailerons en carton sur la tête, costumes de calmars sur les épaules, les manifestants dansant sur "Sea, sex and sun" ou "Y'a du soleil et des nanas" ont longé le Canal Saint-Martin.

"Bouge ton séant pour l'océan", "Le niveau monte et Macron n'a pas honte", "La pêche intensive est une menace", "Océan/climat, même combat", "No plastic in my sea"... les manifestants ont aussi défilé à grand renfort de banderoles.

Parmi les revendications: une hausse des financements dédiés à la protection de l'océan, l'interdiction des micro-plastiques ajoutés intentionnellement dans certains produits, l'accélération de la transition écologique du transport maritime.

"Le gouvernement Macron est en train de mettre en péril comme jamais l'océan en tenant au niveau de Bruxelles une position hallucinante qui vise à réintroduire une des pires subventions publiques", martèle Claire Nouvian, fondatrice de l'ONG Bloom, évoquant la crainte des ONG de voir l'UE relancer les subventions à la construction de navires de pêches, interdites depuis 2005.

"Il y a une inversion disproportionnée entre la façon dont on traite l'océan et les services qu'il rend à l'humanité", juge Antidia Citores, faisant notamment référence à son rôle de pompe à carbone et de régulateur de température.